

ILS ENTAMENT, AUJOURD'HUI, UNE GRÈVE DE TROIS JOURS

Les corps communs de la santé ne décolèrent pas

Les corps communs et les ouvriers professionnels de la santé publique ne décolèrent pas. La Coordination nationale des corps communs, affiliée à l'UGTA, qui appelle à une grève de trois jours à partir d'aujourd'hui, compte durcir son mouvement à compter de dimanche prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Point d'apaisement dans le secteur de la santé.

Alors que les syndicats des praticiens et praticiens spécialistes de la santé publique, des psychologues et des professeurs de l'enseignement paramédical ont fixé la date du 6 mai prochain pour déclencher une grève de trois jours, le Syndicat algérien des paramédicaux a choisi la date du 29 avril, soit demain, pour entamer une grève illimitée. Le personnel des corps communs et ouvriers professionnels ouvre le bal en entamant, aujourd'hui, un débrayage de trois jours dans les établisse-

ments hospitaliers publics. Dans un communiqué rendu public, la Coordination nationale des corps communs et ouvriers professionnels de la santé, initiatrice de ce mouvement, explique que les négociations avec les responsables du ministère de la Santé se sont soldées par un «échec total suite au refus catégorique de la généralisation de l'octroi de la prime de contagion à l'ensemble des travailleurs de la santé». Un refus visiblement opposé par le ministre des Finances.

«Selon le ministre de la Santé, le ministre des Finances refuse obstinément la générali-



Poursuite du mouvement jusqu'à satisfaction totale des doléances.

sation de l'octroi de cette prime», a rapporté la coordination des corps communs qui ajoute : «La légèreté avec

laquelle a été traité le dossier n'augure de rien qui permette un quelconque apaisement du front social.» C'est pourquoi, explique

la Coordination, «après avoir épuisé tous les moyens pour parvenir à un accord, nous n'avons abouti à aucune solution mis à part la grève».

Le personnel des corps communs et des ouvriers professionnels, qui regroupe les agents de sécurité, de l'administration, les agents de nettoyage et les chauffeurs, relevant du secteur de la santé publique, revendique la révision du statut particulier et du régime indemnitaire, la généralisation de la prime de contagion à l'ensemble des catégories et l'intégration des contractuels.

La Coordination des corps communs de la santé publique compte continuer son mouvement jusqu'à satisfaction de ses doléances et appelle à une semaine de protestation à compter de dimanche prochain.

S. A.

EN L'ABSENCE DE SOLUTIONS À LEURS PRÉOCCUPATIONS

Les hospitalo-universitaires menacent de recourir à la protestation

Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires a tenu son conseil national en session extraordinaire, la semaine dernière. Résultat : le syndicat, qui dénonce la non-prise en charge de ses revendications, n'exclut pas le recours à un mouvement de grève.

Dans un communiqué rendu public, le syndicat qui dénonce «l'échec et le blocage de ses revendications soulevées depuis 2008» a mandaté son bureau national pour décider des modalités et du contenu de ce mouvement de protestation.

Le syndicat appelle à la tenue des assemblées générales au

niveau des différentes facultés, en sciences médicales, à partir de la semaine prochaine.

A l'origine de la colère des hospitalo-universitaires, «le mutisme de ses deux tutelles, en l'occurrence le ministère de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur, face aux préoccupations soulevées par la corporatisme depuis plusieurs années».

Le personnel qui revendique la régularisation des chefferies d'unité et la régularité des concours, dénonce la cacophonie qui a caractérisé l'organisation du concours de chefferie de service et le retard pris dans le paiement de l'indemnité d'amélioration de prestation des soins, au niveau de certains hôpitaux. Le syndicat des hospitalo-universitaires qui monte au créneau souligne dans un communiqué rendu public qu'il ne peut

accepter qu'un concours «aussi prestigieux pour une université que celui de Professeur chef de service hospitalo-universitaire soit organisé d'une manière aussi cacophonique et avec autant d'amateurisme : listes des postes ouverts aux concours multiples, informations défaillantes, ouverture et fermeture de services dans l'opacité la plus totale sont quelques unes, parmi tant d'autres caractéristiques de l'organisation de ce concours».

Pour faire aboutir sa plateforme de revendications, le syndicat souligne qu'il a décidé «d'utiliser de tous les moyens que lui confère la loi, notamment le recours à la grève des soins et de l'enseignement en sciences médicales, pour amener les autorités de tutelle à trouver des solutions urgentes à des problèmes qui n'ont que trop duré».

S. A.

TAYEB LOUH À PROPOS DE LA RÉACTION DES REPRÉSENTANTS DES MUTUELLES

SOCIALES :

«C'est pour renforcer les mutuelles et non pas les affaiblir»

Les réserves formulées par les représentants des mutuelles concernant l'avant-projet de loi sur les mutuelles sociales proposé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a fait réagir le ministère de tutelle. Hier, le premier responsable dudit département ministériel a tenu à démentir les propos tenus par les participants à la réunion de jeudi dernier, en indiquant qu'«il y a confusion dans la lecture de l'avant-projet», tout en soutenant l'idée selon laquelle «cet avant-projet n'a d'autres objectifs que de renforcer les mutuelles sociales, qui sont la propriété des mutualistes, et non de les affaiblir». Les propos tenus par Tayeb Louh ont eu lieu en marge de sa tournée algéroise d'hier samedi. Pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, «cet avant-projet de loi n'est nullement destiné à affaiblir les mutuelles mais plutôt à les renforcer».

Pour rappel, la vingtaine de représentants de mutuelles sur la trentaine ayant pris part à la rencontre de jeudi n'y est pas allée par quatre chemins pour «dénoncer la démarche initiée par la tutelle», pour qui l'avant-projet de loi qui «va être soumis à l'APN est basé sur la fermeture des pratiques de liberté mutualiste et solidaire».

«Cet avant-projet de loi s'il venait à être adopté risque de faire disparaître le seul mouvement social appartenant à ses adhérents, fondé sur leurs propres cotisations et relevant de pratiques réglementaires instituées partout dans le monde», ont-ils déclaré en substance.

A. B.

BRAS DE FER ARCHITECTES-MINISTÈRE DE L'HABITAT

Que décidera le Conseil d'État ?

Ultime vestige de l'ère Zeroual, l'un des derniers contre-pouvoirs qui résiste encore à l'usure politique, l'Ordre des architectes se réorganise pour assurer sa survie et celle de la profession. Sauf que cette fois-ci, sa requête introduite auprès du Conseil d'Etat, si elle obtient gain de cause, la légalité étant de son côté, aura provoqué un séisme politique...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La démarche engagée par l'actuel ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, si elle n'a pu réunir les deux «ailes» entrées en conflit – l'administration a laissé sciemment les choses pourrir –, a eu surtout le mérite de mobiliser les uns et les autres contre sa commission dite des «sages».

A coups d'encarts publicitaires pour appeler à la «réunification des rangs», le ministre avait, en effet, installé, il y a deux mois, une commission à laquelle il a confié initialement la mission de réconcilier les antagonistes organisés alors autour de Khaled Benboulaïd d'un côté, et de Athmane Touileb, de l'autre. Cette commission, qui a laissé les choses traîner, n'a jamais rien fait pour rassembler les «confrères architectes». Or, elle se voit dotée par un arrêté ministériel, empiétant sur les prérogatives de l'Ordre, de la préparation d'un congrès pour les architectes. Un congrès prévu pour le 7 juillet prochain.

Les architectes affiliés au Conseil local d'Alger, qui regroupe ceux de neuf wilayas du

centre du pays, ont tenu, hier, une assemblée générale, en vue justement de «prendre position par rapport à la démarche du ministre» et, aussi, de dénoncer les décisions illégales prises par le ministère du temps de Noureddine Moussa, bloquées suite aux diverses manifestations des architectes et que Abdelmadjid Tebboune veut relancer.

La loi de la discorde

M. Tebboune, nommé en faveur du dernier changement du gouvernement avec comme feuille de route l'achèvement, coûte que coûte, du programme du président, a néanmoins opté pour l'outil de production étranger aussi bien en matière d'études que de réalisations. Plus grave, attribuer des projets en étude et réalisation, ce qui est interdit par la réglementation en vigueur. «Le maître d'œuvre a aussi une mission de contrôle et ne peut ainsi être juge et partie», a souligné la présidente du Conseil local d'Alger, M^{me} L.

Bouterfa. Pour ce qui est du congrès, les architectes estiment que le ministre s'est basé sur un article caduc de la loi instituant l'Ordre, lequel, d'une durée de vie d'une année, prévoit que le ministère organise le congrès seulement pour les premières instances de l'Ordre. C'était lors de sa création. Cette institution installée auprès du ministre n'est pas inscrite sous sa tutelle, mais constitue son principal contre-pouvoir. C'est elle qui délivre les agréments et inscrit les architectes sur le tableau national des architectes, nationaux et étrangers. L'enjeu pour le ministre, analysent-ils, est de «se montrer réconciliateur auprès de l'opinion et de se doter d'un faire-valoir qui lui permette de faire passer la loi sur la maîtrise d'œuvre».

Cette loi, qui se trouve actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement, constitue un danger pour les nationaux qui n'auront plus de travail, à un moment où tout monde frappe à notre porte du fait de la crise économique mondiale. Elle stipule, entre autres, que l'agrément d'architecte soit délivré par le ministère et que les institutions de l'Etat comme les directions de l'urbanisme, les directions du logement et des équipements publics et les APC puissent exercer la profession. Chose que les architectes rejettent catégoriquement et pour cause...

«Déjà que nous dénonçons l'illégalité de la circulaire autorisant les organismes étrangers à l'exercice de la profession d'architecte. Une circulaire qui relève plutôt de l'arbitraire, car seul l'Ordre est habilité à agréer des architectes», a-t-on souligné. Une action auprès du Conseil d'Etat est engagée pour l'annuler. «Le ministère s'est basé sur cette circulaire pour passer ses contrats-programmes avec des étrangers. Si elle est annulée, cela veut dire que tous ces contrats seront frappés de nullité, ce qui aura pour conséquence de provoquer une véritable séisme politique», a noté Athmane Touileb, ancien président du Conseil de l'ordre.

Certains, comme le président du syndicat des architectes, Abderrahmane Zidane, ont dénoncé surtout un conflit d'intérêts : «La plupart des directeurs centraux sont associés dans des bureaux d'études étrangers. Je ne vous apprends rien, c'est un secret de Polichinelle !» Cette crise au sein de l'Ordre et entretenue par le ministère cache-t-elle un autre scandale de corruption ? Apparemment oui, souligne-t-on, au moment où une partie du bâtiment où siège Tebboune est placée sous scellés et où les services de sécurité enquêtent depuis quelque temps déjà sur des attributions du foncier.

L. H.